



Défendre nos retraites, c'est vital.

Le CGT-E appel à participer à la mobilisation du mardi 23 mars 2010

Le gouvernement annonce une nouvelle réforme des retraites dans le droit fil des directives de l'Union européenne (UE) sur l'allongement du temps de travail et de carrière.

Contrairement aux idées véhiculées, la France est un pays de bas salaires et de faibles pensions.

La moyenne des retraites est de 1212 euros bruts par mois (mais seulement 900 euros pour les femmes). Sur 14 millions de retraités, 4 millions touchent le minimum contributif soit 579 euros bruts, 5 millions vivent avec moins de 1000 euros bruts par mois. Les augmentations sont dérisoires et ne couvrent pas l'inflation. Pourtant tout augmente : les forfaits de consultation et hospitalisation, les médicaments, le prix des aliments, des loyers, de l'essence, de l'électricité, du gaz, des assurances et mutuelles. Les retraités sont paupérisés.

La retraite à 63/67 ans n'est la solution

Le patronat supprime des emplois, bloque et réduit les salaires. Et parce qu'il ne veut plus payer les retraites, il préconise l'allongement de carrière et la baisse réelle des pensions. La nouvelle réforme préconisée par le gouvernement et le Medef vise à liquider la retraite par répartition de l'ensemble des régimes concernés et surtout repousser toujours plus l'âge du « taux plein ».

L'État au service des grands monopoles, a pris plus de 20 milliards de taxes *sécurité sociale* pour financer les entreprises et les banques privées. Les impôts des sociétés sont passés sous la présidence Sarkozy de 34,4 % à 8 %. Les profits des monopoles du CAC 40 ont atteint 67 milliards d'euros en 2009. Les fonds spéculatifs ont progressé de 19 %.

Dans ce contexte très favorable aux gros actionnaires et à leurs cadres dirigeants, patronat et gouvernement s'attellent à mettre sur pied les fonds de pension et autres « assurance vie » pour contraindre les salariés à y adhérer pour « compléter leurs retraites ».

L'argent existe pour sauver les retraites

Ce n'est donc pas en négociant avec un pouvoir et un patronat qui visent leur liquidation qu'on sauvera les retraites.

La solution viendra de la mobilisation des travailleurs des secteurs public et privé, en activité ou non. La solution ne viendra pas par des actions espacées dans le temps dans le but de canaliser la colère des travailleurs et annihiler leur combativité. Il faut contraindre les directions syndicales à abandonner leur stratégie d'accompagnement et de complaisance qui suscite colère et indignation parmi les salariés et les populations laborieuses.

Les travailleurs conscients savent que la seule voix qui leur reste est la mobilisation large et unie pour aller vers la grève générale, seule condition pour battre le gouvernement et le patronat et faire annuler toutes les contre-réformes à l'origine des souffrances et des drames qui frappent des millions d'entre eux.

Tous ensemble, défendons nos droits et nos acquis !



Interdiction des licenciements économiques,

Retraite pleine et entière à 55 ans pour tous, sans conditions de trimestres. 50 ans pour les métiers pénibles,

Augmentation générale des salaires et des pensions, avec un minimum de 1 600 euros nets.